

Les pacifistes belges au contre-sommet de l'Otan

Royaume-Uni Plusieurs mouvements belges pour la paix réclament la fin des opérations hors-zone de l'Alliance.

Des mouvements pacifistes belges vont participer à un contre-sommet le week-end prochain à Cardiff, au pays de Galles, quelques jours avant le sommet de l'Otan des 4 et 5 septembre qui se déroulera au nord de la capitale galloise, à Newport. A Bruxelles, le 3 septembre, ils feront circuler un faux bus sur la ligne 65 de la Stib qui relie la gare Centrale et le quartier-général de l'Otan à Evre. Cela tombe bien, 65 est aussi l'âge de la pension, le sort que les pacifistes veulent réserver à cette organisation née pendant la guerre froide.

Ils entendent ainsi dénoncer la vocation de plus en plus "expéditive" de l'Alliance atlantique alors qu'elle était basée à l'origine sur la défense du territoire de ses Etats membres et l'accroissement des dépenses militaires que Washington réclame de ses alliés pour respecter un engagement pris en 2006 de consacrer 2 % de son PNB à la défense. La Belgique ne parvient pour le moment qu'à 1 % de son PNB.

Cette nouvelle posture met en danger les relations de l'Europe avec la Russie, estime ces mouvements. "La Russie voit l'élargissement de l'Otan comme une menace de sa sécurité depuis 2006-2007. Il faut voir la guerre en Géorgie, mais aussi en Ukraine, dans cette perspective", dit Ludo De Brabander, de l'organisation gantoise Vrede. Ce dernier reproche au secrétaire-général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, d'utiliser la crise en Ukraine pour faire avancer les intérêts "économiques et stratégiques" des Occidentaux.

Washington réclame de ses alliés le respect d'un

engagement pris en 2006 de consacrer 2 % de son PNB à la défense.

Dans une interview à plusieurs journaux européens, M Rasmussen a indiqué que l'Otan allait améliorer à Newport sa capacité à déployer rapidement des troupes à l'est, par rotations, mais sans établir formellement des bases permanentes face à la Russie. Le sujet est très controversé au sein même de l'Alliance où Français, Espagnols et Italiens s'opposent à ces bases permanentes.

Les pacifistes belges ont aussi en ligne de mire le remplacement des F-16 belges, qui fait l'objet d'un consensus au sein de la future majorité gouvernementale. "Les six milliards d'euros que cela va coûter selon nos estimations, représentent 60 000 logements sociaux, 1,5 % de la dette belge et 40 nouveaux hôpitaux",

souligne Guillaume Defossé, président de la Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD). Ils craignent aussi que la facture ne s'allonge au fil du temps et que les retombées ne profitent qu'à quelques sociétés spécialisées.

L'Otan et après ?

Alors qui va assurer la défense collective des Belges dans le cas où la Belgique sortirait de l'Alliance ?

Sur ce point, les pacifistes ne sont pas unanimes. Certains préconisent une sortie en douceur de l'Otan et une montée en puissance de l'Union européenne en matière de défense. D'autres, non.

Ce qui les unit est une méfiance à l'égard des opérations hors-zone de l'Otan. "Kosovo, Irak, Libye, Afghanistan... ces crises ont été créées par nous", assure Ludo De Brabander. Ils préfèrent dès lors que la Belgique se cantonne à une défense minimale, participe sous le couvert de l'Onu à des opérations comme du déminage et renforce sur le plan international "une culture de la paix telle que le dialogue, la recherche du consensus et la non-violence".

Ch. Ly.